



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Cabinet du Préfet
Bureau de la Sécurité Intérieure
et des Polices Administratives**

ARRÊTÉ n°BSIPA2026 261 - 0007

portant obligation du port d'un casque conforme à la réglementation relative aux équipements de protection individuelle pour tout conducteur d'engin de déplacement personnel motorisé dans le département de l'Aube à compter du 21 septembre 2026

**Le Préfet de l'Aube
Chevalier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des palmes académiques**

Vu le Code de la route, et notamment les articles R110-1 à R 442-7 ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2213-1 et L2215-1 et R2213-1 ;

Vu le Code pénal et notamment ses articles R610-1 et R610-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2019-1082 du 23 octobre 2019 modifié, relatif à la réglementation des engins de déplacement personnel ;

Vu le décret n° 2024-1074 du 27 novembre 2024 relatif aux engins de déplacement personnel motorisés et aux cycles, et modifiant le Code de la route ;

Vu le décret du Président de la République du 27 mai 2026 nommant monsieur Pascal GAUCI, préfet de l'Aube ;

Considérant que l'usage des engins de déplacement personnel motorisés (EDPM), tels que les trottinettes électriques, les gyropodes, les monoroues et les hoverboards, connaît une progression rapide dans le département de l'Aube ;

Considérant que ces nouveaux modes de déplacement posent des enjeux importants de sécurité routière et qu'il convient de permettre au mieux la cohabitation de tous les usagers afin d'assurer leur sécurité sur la voie publique ;

Considérant l'augmentation du nombre d'accidents impliquant des engins de déplacement personnel motorisés avec un doublement à l'échelle nationale du nombre de morts en 3 ans passant de 35 tués en 2022 à 79 en 2025 ;

Considérant que les données locales fournies par les forces de sécurité intérieure de l'Aube montrent une dégradation de l'accidentalité relative aux EDPM en 2025 et 2026 ;

Considérant que dans le département de l'Aube, 111 accidents corporels sur la route ont impliqué une trottinette ; que sur ces accidents, 3 ont été mortels en 2025 ;

Considérant que l'ensemble des conducteurs d'EDPM tués n'étaient pas porteurs d'un casque dans l'Aube ;

Considérant la gravité des accidents corporels observés ;

Considérant que les usagers de trottinettes figurent désormais parmi les catégories les plus vulnérables, aux côtés des piétons et des cyclistes ; que cette situation justifie une vigilance accrue et l'adoption de mesures locales adaptées et proportionnées pour limiter l'accidentalité et protéger tous les usagers de la route ;

Considérant que l'autorité investie du pouvoir de police de la circulation peut, par décision motivée, imposer à tout conducteur d'engin de déplacement personnel motorisé de type trottinette d'être coiffé d'un casque conforme à la réglementation relative aux équipements de protection individuelle ; que le casque conforme doit être attaché ;

Considérant que l'obligation du port du casque conforme sur l'ensemble du département de l'Aube, sur les seules voies autorisées, telles que définies au Code de la route constitue une mesure proportionnée et nécessaire au regard de l'objectif de sécurité poursuivi ;

Sur proposition de la sous-préfète, directrice de Cabinet du préfet de l'Aube ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le port du casque attaché et conforme à la réglementation relative aux équipements de protection individuelle est obligatoire pour tous les conducteurs d'engins de déplacement personnel motorisés dans le département de l'Aube à compter du 21 septembre 2026.

Article 2 : L'obligation du port du casque s'applique sur l'ensemble des voies ouvertes à la circulation publique (y compris les pistes cyclables) de jour comme de nuit et à toute heure.

Article 3 : Au-delà du port du casque obligatoire, il est rappelé que la réglementation prévoit que la conduite d'un EDPM :

- est autorisée aux personnes âgées de 14 ans révolus ;
- est limitée à une vitesse maximale de 25 km/h en agglomération et hors agglomération. Tout débridage est interdit ;
- est subordonnée à une souscription préalable d'assurance obligatoire couvrant la responsabilité civile ;
- est autorisée dès lors qu'il est équipé des dispositifs obligatoires suivants feu avant et arrière en état de fonctionnement, catadioptrés, freins efficaces, avertisseur sonore ;
- est limitée à une personne et sans transport de marchandise ;
- nécessite en cas de circulation la nuit, ou le jour lorsque la visibilité est insuffisante, le port d'un gilet de haute visibilité ou un équipement rétro-réfléchissant conforme à la réglementation ;
- n'autorise pas une conduite avec des écouteurs ou un téléphone portable.

Article 4 : Le non-respect des règles précitées est passible d'une contravention de la 1^{ère} à la 5^{ème} classe, selon la gravité de l'infraction. Le tableau en annexe rappelle les sanctions applicables aux usagers d'EDPM qui commettraient des infractions.

Article 5 : La directrice de Cabinet, les sous-préfets des arrondissements de Bar sur Aube et Nogent sur Seine, le commissaire divisionnaire, directeur départemental de la police nationale de l'Aube, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Aube et les maires des communes du département de l'Aube sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié au procureur de la République.

Fait à Troyes, le 18 septembre 2026

Le préfet



Pascal GAUCI

Voies et délais de recours

Si vous entendez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former un recours administratif dans le délai de deux mois :

- soit par un recours gracieux auprès du Préfet de l'Aube – CS 20372 – 10025 Troyes cedex. Votre recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Vous êtes prié de bien vouloir joindre à votre recours une copie de la décision contestée.

- soit par un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Intérieur – Place Beauvau, 75800 PARIS CEDEX 08. Votre recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Vous êtes prié de bien vouloir joindre à votre recours une copie de la décision contestée.

- soit auprès du tribunal administratif de Châlons-en-Champagne (25 rue du Lycée – 51036 Châlons en Champagne cedex – télécopie : 03.26.21.01.87) ou par téléprocédure, sur l'application télérecours citoyens accessible depuis le site : www.telerecours.fr.

ANNEXE : Les classes de contravention de la 1^{ère} à la 5^{ème} classe

Infraction commise	Classe de la contravention	Montant de l'amende	Référence réglementaire
Débridage (dépassement des 25 km/h)	5ème	Jusqu'à 1500 € et confiscation possible	Art L317-1 du Code de la route
Conduite avant 14 ans	4ème	135 €	Art R412-43-3 du Code de la route
Circulation sur une voie interdite (voie express par exemple) ou circulation sur la chaussée alors qu'il existe une piste cyclable	4ème	135 €	Art R412-43-1 du Code de la route
Circulation sur trottoir sans autorisation	4ème	135 €	Art R412-34 du Code de la route
Usage d'écouteurs ou téléphone	4ème	135 €	Art R412-6-1 du Code de la route
Transport de passagers	4ème	135 €	Art R412-23 du Code de la route
Non port du casque et du gilet rétro-réfléchissant de jour comme de nuit hors agglomération, sur des routes dans la vitesse maximale autorisée est inférieure ou égale à 80 km/h	4ème	135 €	Art R412-43-1 du Code de la route
Non port du casque en agglomération	2ème	35 €	Art R610-5 du Code pénal
Défaut d'équipement (frein, éclairage...)	1ère ou 2ème	11 à 35 €	Arrêtés ministériels du 24 juin, 21 juillet et 22 juillet 2020